



---

Dominique Trimbur: Le ministère allemand des Affaires étrangères entre Troisième Reich et Ré-publique fédérale d'Allemagne, in: Francia 42 (2015), S. 371-385.

DOI: 10.11588/fr.2015.4.44584

---

#### Copyright



Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Max Weber Stiftung – Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland, zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

DOMINIQUE TRIMBUR

## LE MINISTÈRE ALLEMAND DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ENTRE TROISIÈME REICH ET RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Le passé nazi de l'Allemagne continue de hanter les consciences et de nourrir les débats outre-Rhin<sup>1</sup>. Le traitement de l'histoire et de la mémoire de cette époque dramatique continue d'être à l'origine d'innombrables études et de susciter les discussions, au niveau personnel ou collectif, notamment en lien avec la «Solution finale de la question juive» – entre refoulement continué<sup>2</sup> et révélations sur la connaissance, sinon sur l'implication de larges couches de la société allemande de l'époque<sup>3</sup>. Au vu de l'importance des débats et réflexions, naturellement bien plus accentués qu'en France où le traitement des années noires continue de susciter les polémiques, on a créé il y a quelques années le concept de la «deuxième histoire» du Troisième Reich, destinée à souligner l'existence en tant que telle d'une véritable histoire de l'histoire du régime nazi, sous ses multiples et criminels aspects<sup>4</sup>.

L'un des points les plus saillants de la discussion des dernières années porte sur l'implication, ou non, du système diplomatique allemand dans la «Solution finale». La vivacité et la durabilité des débats a trait non pas tant aux faits eux-mêmes (l'histoire) qu'à la mémoire de ces faits (l'histoire de l'histoire). Grosso modo, sont ici pointés du doigt deux aspects majeurs. D'une part l'enrôlement plus grand que ce qui avait été imaginé des diplomates dans les aspects les plus criminels du régime nazi, et donc l'implication des élites dans les meurtres de masse, avec une discussion qui s'inscrit dans la droite ligne des débats relatifs à la participation avérée de la Wehrmacht dans la Shoah, en contradiction au mythe de la «Wehrmacht propre»<sup>5</sup>. Et d'autre

- 1 Compte rendu de: Eckart CONZE, Norbert FREI, Peter HAYES, Moshe ZIMMERMANN (dir.), *Das Amt und die Vergangenheit. Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik*, Munich (Blessing) 2010, 879 S., ISBN 978-3-89667-430-2, EUR 34,95 (réédition en format de poche: Munich [Panthéon] 2012); Thomas W. MAULUCCI, *Adenauer's Foreign Office. West German Diplomacy in the Shadow of the Third Reich*, DeKalb, Ill. (Northern Illinois University Press) 2012, 389 S., ISBN 978-0-87580-463-7, USD 45,00; Andrea WIEGESHOFF, «Wir müssen alle etwas umlernen». Zur Internationalisierung des Auswärtigen Dienstes der Bundesrepublik Deutschland (1945/51–1969), Göttingen (Wallstein) 2013, 477 S., ISBN 978-3-8353-1257-9, EUR 42,00; Daniel KOERFER, *Diplomatenjagd. Joschka Fischer, seine Unabhängige Historikerkommission und das Amt*, Potsdam (Strauss) 2013, 544 S., ISBN 978-3-943713-15-2, EUR 24,90; Jan Erik SCHULTE, Michael WALA (dir.), *Widerstand und Auswärtiges Amt. Diplomaten gegen Hitler*, Munich (Siedler) 2013, 351 S., ISBN 978-3-8275-0015-1, EUR 24,99; Martin SABROW, Christian MENDEL (dir.), *Das Auswärtige Amt und seine umstrittene Vergangenheit. Eine deutsche Debatte*, Francfort-sur-le-Main (S. Fischer) 2014, 406 S., 978-3-596-19602-9, EUR 12,99.
- 2 Harald WELZER, Sabine MOLLER, Karoline TSCHUGGNALL, *Opa war kein Nazi. Nationalsozialismus und Holocaust im Familiengedächtnis*. Francfort/M. 2002 (traduction française: Paris 2013).
- 3 Dernière parution en date: Harald WELZER, Sönke NEITZEL, *Soldaten. Protokolle vom Kämpfen, Töten und Sterben*, Francfort/M. 2011 (traduction française: Paris 2013).
- 4 Peter REICHEL, Harald SCHMID, Peter STEINBACH, *Der Nationalsozialismus – die zweite Geschichte. Überwindung – Deutung – Erinnerung*, Munich 2009.
- 5 Dans la deuxième moitié des années 1990 et au début des années 2000 dans une version révisée, une exposition mise en place par l'Institut de recherche sociale de Hambourg avait démontré que

part, et surtout, la continuité des élites, avec pour une grande partie d'entre eux la poursuite de leur carrière par les diplomates allemands, cette fois au service de la République fédérale.

Le débat sur les diplomates a été relancé par la publication »Das Amt«, le rapport de la commission mise en place à l'initiative de l'ancien ministre des Affaires étrangères, l'écologiste Joschka Fischer. La thématique avait fait l'objet jusque-là d'études historiques fondées et discrètes, et qui avaient établi les faits<sup>6</sup>, ainsi que de documentaires télévisés plus sensationnalistes. En dépit du caractère académique de la commission (dirigée par Eckart Conze, Norbert Frei, Peter Hayes, Moshe Zimmermann), ce sont surtout ses »révélations« qui ont été mises en avant, dans un tourbillon médiatique tapageur et souvent simplificateur, sur lequel les universitaires n'ont parfois pas hésité à surfer.

Convoquée en 2005, cette commission publie son rapport en 2010, rendu public par une conférence de presse d'envergure. Les principaux points du volumineux document, publié à grand tirage et qui a fait l'objet d'une réédition en format broché, sont les suivants: non seulement les diplomates savaient tout de la »Solution finale«, mais, généralement antisémites, ils y ont même contribué. L'affaire est voulue comme particulièrement scandaleuse dans la mesure où ces diplomates, qui ont commencé leur carrière pour les plus anciens sous la République de Weimar, la poursuivent sans encombre lors du Troisième Reich; et la majorité en est reprise au moment de l'édification d'un nouveau ministère des Affaires étrangères, qui conserve sa dénomination traditionnelle (Auswärtiges Amt, par la suite: AA), dans la démocratique République fédérale d'Allemagne. On pointe alors l'implication d'une »organisation criminelle« (Conze<sup>7</sup>) et une fort douteuse continuité des élites, qui se refont elles-mêmes une virginité en construisant la légende de leur propre innocence; une légende à laquelle le dit rapport annonce vouloir mettre une fin définitive. Et les responsables de la commission, qui signent le rapport sans toujours en avoir assumé la rédaction, prennent à cette occasion vivement à partie les archives du ministère des Affaires étrangères, taxées d'avoir empêché des révélations plus précoces. Le caractère très vif de la démonstration suscite une très longue discussion, qui commence dès la conférence de presse convoquée par le ministre de l'époque, Guido Westerwelle, successeur de Fischer qui avait prolongé le mandat de la commission; elle se poursuit des mois durant, dans la presse généraliste d'abord, puis dans les revues scientifiques d'histoire.

La teneur de la discussion, ses principales étapes et ses principaux articles ont été publiés récemment par Martin Sabrow, historien de la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale. Le petit ouvrage, paru dans la prestigieuse collection noire de l'éditeur S. Fischer de Francfort<sup>8</sup>, récapitule utilement ce qui a pu ressembler à un vrai tourbillon médiatique; un échange d'une vivacité certainement inimaginable ailleurs qu'en Allemagne, avec souvent des échanges très

contrairement à la vérité acquise les unités de la Wehrmacht sur le front de l'Est avaient non seulement eu connaissance des massacres, notamment de Juifs, perpétrés par la SS, entre autres, mais y avaient aussi participé.

- 6 Christopher R. BROWNING, *The Final Solution and the German Foreign Office. A Study of Referat D III of Abteilung Deutschland 1940–43*, New York, Londres 1979. La traduction allemande de cet ouvrage fondateur est contemporaine de la parution de »Das Amt« en 2010 (pas de traduction française); Hans-Jürgen DÖSCHER, *Das Auswärtige Amt im Dritten Reich. Diplomatie im Schatten der »Endlösung«*, Berlin 1987; ID., *Verschworene Gesellschaft. Das Auswärtige Amt unter Adenauer zwischen Neubeginn und Kontinuität*, Berlin 1995; ID., *Seilschaften. Die verdrängte Vergangenheit des Auswärtigen Amts*, Berlin 2005.
- 7 Cette sortie médiatique n'est pas à l'image des écrits solides du véritable expert de l'AA qu'est Conze: voir par exemple son précis *Das Auswärtige Amt – Vom Kaiserreich bis zur Gegenwart*, Munich 2013.
- 8 Collection qui paraît depuis 1977 chez l'éditeur Fischer de Francfort-sur-le-Main, regroupe des études portant sur le temps du Troisième Reich: y faire paraître son ouvrage est pour tout auteur une consécration, et une référence.

scientifiques; un débat qui accompagne un succès commercial inimaginable (80 000 exemplaires) pour un rapport émanant d'une commission d'historiens.

Après un exposé des faits, le petit ouvrage résume les points principaux de la polémique: quelle est la représentativité des diplomates effectivement impliqués dans la Shoah? Quel est le poids du passé dans l'AA d'après-guerre? Quel est son poids sur le traitement historique de cette affaire?

Une première polémique avait précédé la discussion liée à la publication, lorsqu'en 2003 Fischer avait décidé de stopper la publication de nécrologies de fonctionnaires qui avaient été membres du NSDAP, le parti nazi, dans le bulletin interne à l'AA. C'est de cette première discussion qu'était née la commission; une accalmie avait accompagné la période au cours de laquelle elle avait effectivement travaillé (juillet 2005–2010). Le débat reprend dès le lancement par l'éditeur de la communication relative à la publication, au début 2010. Le tapage médiatique reflète une opération commerciale, mais aussi la volonté de Fischer de clore le débat, dans le sens de ses propres opinions. Or selon le journaliste et historien Rainer Blasius, ancien responsable de la publication des documents diplomatiques ouest-allemands, la publication annoncée ne révèle rien de neuf. Le tourbillon médiatique souligne bien plutôt le décalage entre la méconnaissance d'une opinion publique qui voit confortée l'implication de toute l'Allemagne dans les crimes nazis<sup>9</sup>, et la réelle connaissance par le milieu des historiens des tenants et aboutissants de l'affaire. Le débat qui s'enclenche avec la présentation officielle du rapport, le 28 octobre 2010, dure jusqu'à l'été 2012. Il se caractérise par d'innombrables prises de position sous tous les formats; avec au bout du compte plus de critiques équilibrées que l'impression de manichéisme qui avait été celle du feu de la polémique. Trois temps articulent la discussion: octobre 2010–mi-février 2011: premières réactions; mi-février 2011–novembre 2011: recensions plus scientifiques et atténuation du débat public; octobre 2011–été 2012: controverses sur certains détails.

La discussion porte d'une part sur la période du régime nazi. Pour les contempteurs du rapport, ses auteurs ont commis une erreur que devrait éviter un simple doctorant: voulant absolument démontrer leur hypothèse de départ, ils n'ont sorti des archives que les pièces à charge, en les isolant et les mettant en avant, comme si la production de documents diplomatiques n'avait eu à ce moment pour seul sujet la persécution des Juifs, que les diplomates appelaient de leurs vœux.

D'autre part, la discussion se penche au total plus sur l'après 1945, en reflet du titre même du rapport: les questions de continuité, de rupture, de refoulement en sont les maîtres-mots. Les interrogations portent sur la construction de la démocratie malgré cela. Par contrecoup, elles se penchent sur cette nouvelle catégorie qui est la recherche historique sur commande des autorités, avec retour sur la question de l'indépendance de la science en l'occurrence. En une sorte de miroir des débats français portant sur la «liberté pour l'Histoire», on s'interroge alors sur le statut de cette science au service des attentes du *main stream*, qui veut être conforté dans ses hypothèses initiales et est porté par les journalistes opposés aux historiens. Ce qui est également intéressant en l'occurrence c'est que la discussion donne lieu à une nouvelle répartition des opinions, qui tranche avec le passé, avec brouillage des cartes entre les camps politiques, lorsqu'un ministre libéral se trouve dans un peu probable accord avec son prédécesseur écologiste, entre autres. L'ouvrage de Sabrow a enfin le mérite de terminer par une prise de plume définitive (?) des tenants de l'un ou l'autre point de vue. Qu'il s'agisse des quatre responsables de la commission, satisfaits de leur travail et décidément contempteurs de leurs détracteurs; de leur principal opposant, le journaliste et historien Rainer Blasius, qui dénonce l'œuvre d'opportunistes qui écrivent sur des opportunistes, qui disent qu'ils n'auraient pas été des opportunistes

9 Au-delà des bourreaux volontaires dénoncés par Daniel J. GOLDHAGEN, *Hitler's Willing Executioners: Ordinary Germans and the Holocaust*, Londres 1996, représentant le vulgum pecus, «Das Amt» veut souligner l'implication des élites.

s'ils avaient vécu à cette époque; ou d'un autre spécialiste de la thématique, Hans-Jürgen Döscher, qui envisage un fort impact de la discussion sur les recherches ultérieures<sup>10</sup>.

Ce dernier point se retrouve dans les ouvrages dont traite la présente recension. Il en va d'abord d'un livre de tonalité polémique, qui se veut point pour point une réponse à »Das Amt«. Dans sa »Chasse aux diplomates« (Diplomatenjagd), l'historien et descendant d'un diplomate de l'époque Daniel Koerfer, veut reprendre le dossier du départ. Selon lui, »Das Amt« n'est qu'une collection de généralisations, qui cloue au pilori toute une administration et tout son personnel, dans une opération qui ressemble à un procès d'intention digne de la RDA. C'est pour cela qu'il en rejette la méthode et les conclusions. Recourant lui-même à une méthodologie non irréfutable (nombreuses et longues citations, voire auto-citations), il souligne – à juste titre – que le rapport se concentre sur les pires cas, qui souvent sont des fonctionnaires de l'AA non diplomates de carrière, qui ont rejoint cette administration dans le cadre de la polycratie et des répartitions de compétences inhérentes au régime nazi. Ironisant sur les »diplomates volontaires de Hitler«, il se fixe pour objectif de dénoncer une approche par trop marquée d'anachronismes, voire de jugements de valeur et de rétablir l'équilibre. L'AA ne peut se voir affubler une culpabilité ou une responsabilité primordiale dans la Shoah: à Wannsee le 20 janvier 1942 par exemple, l'AA, certes représenté lors de cette réunion fondamentale au titre de son »Abteilung Deutschland«, demeure marginal. De même »Das Amt« est fautif pour faire silence sur les actes de résistance, petits ou grands, commis par des membres de l'AA, et au total pour ne pas s'embarasser de ce qui contredirait ses hypothèses de départ. Parlant de »falsification« (p. 98), Koerfer cloue à son tour au pilori le rapport: »Das Amt n'est pas un livre d'explicitation. Et pas un livre de réconciliation. [...] C'est un livre d'exclusion. C'est un livre de vengeance« (p. 116).

La virulence de Koerfer porte surtout sur le commanditaire de la commission, le ministre Fischer. Selon lui, la commission et son rapport accablant ne seraient que le fruit de son courroux, et l'expression d'une vengeance. Il s'agirait de charger des diplomates, ceux de son époque, et leur esprit de corps, eux qui ont contré certaines de ses propres initiatives. Fischer, ancien soixante-huitard et ancien activiste de rue, arrivé en politique aux plus hautes fonctions, n'aurait pas supporté la »révolte des diplomates« dirigée contre sa politique trop laxiste en matière de visas. S'engage alors un bras de fer, dont le résultat est le rapport qui met à mal, dans l'opinion publique, l'AA et sa réputation. Koerfer a alors beau jeu de reprendre à son compte les attaques des »momies«, surnom des vieux diplomates et piliers de la carrière, contre Fischer, en retournant contre lui ses propres arguments; lui qui n'hésite pas à s'entourer d'anciens thuriféraires des Khmers rouges, leur accordant la grâce d'erreurs de jugement passées, et rejetant cette même grâce aux diplomates qu'il voue aux gémonies.

Koerfer pointe également les généralisations: s'il faut désormais renoncer à rendre hommage à des diplomates qui auraient appartenu au NSDAP (décision de Fischer du début 2003), aurait-il fallu négliger la commémoration de Georg-Ferdinand Duckwitz, certes membre du NSDAP, mais surtout sauveteur reconnu des Juifs du Danemark et à ce titre »Juste parmi les nations«? Et faut-il de ce fait mettre à mal des membres du NSDAP qui ont été proches des cercles de la résistance allemande? Pour Koerfer, il ne peut être question de charger l'AA, lui qui n'a été qu'à l'image d'une Allemagne passée sous la coupe de lois d'exception, elles-mêmes issues d'une pratique courante sous la République de Weimar.

N'hésitant pas à adopter un ton très moralisateur, il brosse des portraits de figures de la diplomatie allemande en exact contrepoint aux attaques contenues dans le rapport de la commission. Le secrétaire d'État Ernst von Weizsäcker en est le symbole, qui certes est un protestant et

10 Les différents aspects, sociétaux et historiographiques, du débat sont également résumés par l'article récent de Magnus BRECHTKEN, Mehr als Historikergeplänkel. Die Debatte um »Das Amt und die Vergangenheit«, in: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 63 (2015), p. 9–91.

un haut-fonctionnaire de son temps, marqué par l'antijudaïsme chrétien, mais qui doit illustrer le refus de l'auto-mise-au-pas («Selbstgleichschaltung») dénoncée dans «Das Amt». Reprenant son parcours, qui n'est certes pas celui d'un grand résistant, Koerfer veut établir la mémoire compliquée de ce personnage, après une carrière complexe; mais la commission le ramène à une simple culpabilité. De la même manière, Franz Nüsslein, le diplomate dont la nécrologie avait déclenché l'ire de Fischer, a une carrière très différente de ce que l'on a voulu faire croire; et le fait qu'il ait été condamné seulement à de la prison par les Tchécoslovaques montre qu'il n'est pas le grand criminel voué aux gémonies par «Das Amt». Pour ce faire, la commission de Fischer a repris d'anciennes pièces à charge, dont la teneur a été mise en doute entre temps, avec un dossier personnel déposé à l'AA tout à fait consultable, en dépit d'allégations contraires, et attestant l'innocence du personnage.

Consacrant d'autres études de cas en vue de réhabiliter des personnages gravement mis à mal par «Das Amt»<sup>11</sup>, l'auteur n'hésite pas à dénoncer nommément certains collaborateurs de la commission ayant mal fait leur travail; une accusation qui s'accompagne de l'insertion de la photographie d'une des personnes en question: méthode inédite et pour le moins étonnante, qui n'est pas sans faire penser aux manières qu'il dénonce lui-même. Rejetant fermement l'accusation d'«organisation criminelle», Koerfer use au total d'un ton très arrogant, destructeur, qui ne convainc pas toujours à force de vouloir contrer «Das Amt». Bien plus, il semble faire sienne la « chasse aux sorcières » qu'il dénonce, en chargeant à l'envi la barque de la commission. Elle n'a pas fait œuvre historique, n'a pas tenté de comprendre, a eu une lecture anachronique du passé, avec le souci de dénoncer, plus que de montrer, sans avoir recours à toute la science disponible; et elle accable les archives du ministère des Affaires étrangères pour un soi-disant manque de coopération, alors que ses responsables ne les ont guère fréquentées au cours de ces années. Usant parfois d'un vocabulaire trivial, Koerfer pointe un mauvais livre, rédigé à partir d'une bonne intention; une entreprise de déstabilisation de l'AA, jusqu'à nos jours, alors que l'AA a largement contribué à l'établissement de la démocratie ouest-allemande. Selon lui, ce «livre du ressentiment» (p. 470) se trompe du début à la fin: l'AA n'a pas été central dans la Shoah, n'a pas été initiateur dans la Shoah, et surtout ne peut être placé au même niveau que l'Office central de sécurité du Reich (le RSHA) dans la mise en route de la destruction des Juifs d'Europe.

D'autres ouvrages parus ces dernières années reprennent le dossier, en le complétant. Et le font de façon plus sereine que celui de Koerfer. Ils portent à la fois sur les faits eux-mêmes (l'AA dans le Troisième Reich); et sur la mémoire des faits, à l'image du rôle de l'AA dans l'après-guerre et la construction de la République fédérale d'Allemagne. En ce sens, trois volumes doivent être mentionnés, et semblent bénéficier des leçons de «Das Amt», et de la polémique qui a suivi sa publication.

En ce qui concerne les faits, l'ouvrage dirigé par Jan E. Schulte (un ancien membre de la commission) et Michael Wala effectue un retour aux sources. À force de mettre en avant les vrais antisémites ou les seules prises de position antisémites dans les archives de l'AA, on en oublie que le ministère a aussi abrité des personnes avec des – vrais – profils de résistants. Voulant aller «à contre-courant», les auteurs reviennent sur la deuxième histoire de l'AA, mettant en avant l'esprit de résistance qui a pu exister, et le rôle du nouvel AA comme pilier de la jeune RFA. Certes on ne trouve pas là de résistance organisée: il ne s'agirait donc pas d'opposer une «organisation résistante» à l'«organisation criminelle» dénoncée par «Das Amt». En même temps il s'agit de souligner une résistance réelle. C'est à la description de personnes connues, mais aussi de personnes découvertes entre temps, que s'attellent 13 des contributions de l'ouvrage collectif. En

11 Notamment Franz Rademacher, dont la note de frais établie pour une mission à Belgrade au motif de «liquidation des Juifs» a été reproduite à l'envi dans la presse allemande, et que Koerfer re-contextualise.

tant que telles ces personnes incarnent autant de figures d'identification pour les membres du nouvel AA, en lieu et place des repoussoirs régulièrement mises en avant. En même temps, les auteurs affichent avec honnêteté que l'AA n'a jamais été une poche de résistance: certains de ses membres ont eu des liens avec les cercles de la résistance, dont le centre est bel et bien en dehors de l'AA. Et la résistance est définie ici largement, afin d'englober différentes catégories; avec des personnes qui ont aussi pu avoir des facettes moins critiques à l'égard du Troisième Reich.

Wolfgang J. Mommsen assure une présentation générique, décrivant notamment des cercles diplomatiques à la recherche de la conciliation, en particulier à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Un petit noyau très actif, regroupant des personnes ouvertes au monde, plus que les autres cercles de la résistance; mais aussi des partisans d'une Allemagne forte comme possibilité de bloquer l'avancée communiste, caressant un moment l'idée d'un changement d'alliance pour une attaque commune des Alliés et de l'Allemagne contre l'URSS. Des cercles dont les mémorandums envoyés en tant que sondes vers l'Angleterre, les USA, voire l'URSS (été 1944), ne rencontrent aucun écho, les Alliés escomptant la défaite du Reich et l'établissement d'une nouvelle Allemagne.

Il est à noter qu'en 1933 un seul ambassadeur démissionne pour marquer sa distance à l'égard du nouveau régime (Friedrich von Prittwitz und Gaffron). Aboutissement d'une réflexion comme républicain et démocrate, issue logique de réflexions directes et franches à l'encontre de l'évolution de l'Allemagne au début des années 1930, sa démission qui a une forte résonance ne suscite toutefois aucune imitation. Déçu de la frilosité de ses collègues, le diplomate demeure en Allemagne, ne se rapprochant pas des cercles de la résistance, lui-même étant trop démocrate pour s'allier à des élites éminemment conservatrices. Son dépit se trouvera grandit lorsqu'il ne lui est pas fait de place dans le nouvel AA, après la guerre.

Les autres personnages qui font l'objet d'études de cas distinctes permettent d'établir les profils: membres de familles marquées par des traditions anglo-saxonnes d'ouverture et de tolérance, avec refus de tout militarisme prussien/allemand (Albrecht Graf von Bernstorff), qui apportent leur soutien à des Juifs persécutés. Exclue de l'appareil d'État, certains choisissent de rester en Allemagne jusqu'au bout, assumant au final le destin des résistants condamnés à la peine capitale (Bernstorff). D'autres s'installent dans l'exil, et la pauvreté, en agissant au profit des Alliés et contre la propagande nazie à l'étranger (Otto von Strahl en Afrique du Sud): des personnages qui croient en une autre, en une nouvelle Allemagne, mais qui n'y retrouvent aucune place après 1945, écartés qu'ils sont par la nouvelle administration qui réintègre d'anciens nazis.

D'autres agissent de l'intérieur. On a là des personnages qui participent d'un esprit de résistance, tout en restant fidèles à Hitler en apparence (Wipert von Blücher). Certains sont bien plus actifs (Fritz Kolbe) en fournissant des informations fondamentales aux services secrets américains, qui n'en font guère usage; personnes non réintégrées dans l'AA d'après la guerre, et qui doivent même subir une déchéance, devenant des hommes d'affaires, sans grand succès. D'autres paient de leur vie leur engagement anti-antisémite: c'est le cas de Rudolf von Scheliha, exécuté le 22 décembre 1942 en lien avec l'élimination de l'«Orchestre rouge» («Rote Kapelle»), après avoir aidé des Polonais persécutés et diffusé des informations sur les crimes allemands, en particulier perpétrés contre des Juifs, en direction de la Suisse. Les plus connus sont ceux qui contribuent aux cercles de l'attentat du 20 juillet 1944 perpétré contre Hitler, en vue d'établir une nouvelle Allemagne, ou de rétablir celle d'avant le Troisième Reich. On retrouve Hans Bernd von Haefthen, avec une conviction chrétienne qui fonde sa résistance, dénonçant le traitement infligé par les nazis aux Églises, aux Juifs, et aux populations des pays occupés par les Allemands; lui qui aurait eu pour fonction d'établir un nouvel AA en cas de réussite de l'attentat. C'est aussi le cas d'Adam von Trott zu Solz, aux fortes idées européistes.

L'ouvrage de Schulte et Wala a aussi le mérite de rétablir la réalité, lorsque les faits de résistance attribués à certains, s'ils sont avérés, sont ramenés à de plus modestes mesures. Dans le cas

de Gerhart Feine, on revient sur sa coopération avec le consul général de Suisse Carl Lutz, à Budapest, en aide aux Juifs ghettoïsés là; mais on rappelle aussi son rôle très conforme jusque-là, faisant de lui un représentant de la »zone grise«. Et il revient utilement sur l'attitude guère courageuse de l'AA au moment des faits, lorsque l'administration, en particulier Ribbentrop, parvient à se distancier des membres qui ont été actifs dans la résistance et auxquels il est fait procès après le 20 juillet, pour éviter que la procédure ne donne à l'étranger l'image d'une Allemagne divisée, même s'il ne peut éviter la diffusion dans la presse de l'information relative à l'implication d'anciens diplomates.

Les études présentes ici permettent enfin de souligner l'extrême complexité de certains cas. Deux personnages font l'objet d'une analyse conjointe de la part de deux experts. Christopher Browning et Francis Nicosia se penchent ainsi sur Heinrich Wolff et Wilhelm Melchers: deux soutiens au NSDAP, à sa politique dans tous ses extrêmes, qui ont aussi pourtant la possibilité d'agir comme des résistants, en sauvant des Juifs. Le premier, consul à Jérusalem, applique la politique de la nouvelle Allemagne, et pense possible une coopération germano-sioniste<sup>12</sup>. Considéré comme trop pro-sioniste et donc pro-juif, il fait l'objet d'attaques de la part des colons allemands installés en Palestine, eux-mêmes très imprégnés de national-socialisme. C'est en raison de sa femme juive qu'il est exclu de l'AA en 1935. Il revient à Berlin en mars 1936, après avoir tenté de rester en Palestine et de bénéficier d'une pension versée par l'AA. Il peut entre temps aider des Juifs allemands à émigrer. Il survit, comme sa femme, au Troisième Reich: Wolff meurt en 1946, mais sa femme peut obtenir en 1953 une compensation pour la mise à l'écart de l'AA de son mari.

Wilhelm Melchers revêt un caractère emblématique au regard de notre thématique. Son rôle dans la construction de la légende d'un AA résistant et comme noyau du groupe voulant décharger Ernst von Weizsäcker à Nuremberg est largement exagéré; de même que l'est sa réputation d'élément moteur de la réintégration d'anciens dans le nouvel AA et du refus de la réintégration de Kolbe (comme l'affirme »Das Amt«). Selon Browning, il serait l'exemple de ces fonctionnaires vraiment restés en place pour atténuer la politique antisémite nazie, à la différence de beaucoup qui ont allégué la même chose. Il mène une carrière sans remous jusqu'en 1939: en tant que consul à Haïfa à partir de 1937 il soutient les colons allemands, est plutôt bienveillant envers les sionistes et critique à l'encontre des Arabes et des Anglais. Il entre au NSDAP en septembre 1939. Professionnel, peu imprégné d'idéologie nazie ou d'antisémitisme, il rentre en Allemagne à l'automne 1939, et intègre la section du Moyen-Orient de l'AA. En retrait sur la question juive, allant jusqu'à proposer de mettre les Juifs du côté des Allemands, sans succès, il exerce un rôle modérateur dans la propagande nazie lancée en direction des Arabes: selon lui, il ne peut être question de mettre en parallèle l'antisémitisme allemand et l'antisémitisme arabe. Dans le concret, il agit en vue de la protection de Juifs aux passeports palestiniens tombés dans les mains des Allemands. Certes le geste est intéressé, puisqu'il s'agit d'éviter des représailles britanniques contre des colons allemands internés par les Anglais (69 Juifs échangés, qui peuvent rentrer en Palestine en novembre 1942). En revanche il agit bien pour éviter la déportation et la mort de Juifs ressortissants de pays neutres ou satellites de l'Allemagne: son action concerne notamment des Juifs turcs déchus de leur nationalité, et au total son aide vient en faveur de centaines de Juifs (et non de milliers comme Browning lui-même l'a écrit en 1978). Néanmoins, celui qui pourrait par-là faire figure de »Juste« est aussi celui qui, en août 1944, appuie l'accueil continué au grand mufti de Jérusalem Hadj Amine el Husseini, réfugié là depuis 1941, et la poursuite de la propagande nazie en direction des Arabes, alors que Ribbentrop veut

12 Il est l'un des promoteurs de l'accord Haavara, afin de faciliter l'émigration juive et de contrer le boycott juif contre l'Allemagne.

réduire les fonds qui y sont consacrés ...<sup>13</sup> Le paradoxe trouverait son origine dans son exercice très professionnel et très constant de son métier. D'où son appui à von Weizsäcker et autres après la guerre, et son refus de ceux qui ont failli, comme Kolbe qui aurait »trahi«.

Ernst von Weizsäcker est lui aussi l'incarnation de ce qui doit conduire à une perception déçûment grisée des différentes problématiques dont il est ici question. Il est symptomatique des fonctionnaires de l'AA qui restent en place pendant le Troisième Reich, se justifient après coup et se posent en hommes de résistance, ou du moindre mal. Diplomate dès la République de Weimar après une carrière dans la Kriegsmarine, il mène une carrière brillante même s'il n'est pas un promoteur né du nouveau régime. Adepté, comme beaucoup, de la révision de Versailles, il s'adapte progressivement au Troisième Reich. Il prend la défense de la nouvelle Allemagne contre les attaques dues à sa politique antisémite, est lui-même un protestant marqué par l'antijudaïsme traditionnel, et à ce titre met en œuvre la nouvelle politique écartant les fonctionnaires juifs et démocrates. Il refuse la création d'un Etat juif (au moment du plan Peel, de 1937, qui l'envisage), et promeut une émigration juive dispersée. Résigné devant l'accroissement de l'antisémitisme nazi, il envisage la destruction du judaïsme allemand, même si cela peut aussi être compris comme la nécessité d'organiser l'évacuation des Juifs avant qu'il ne soit trop tard. Acceptant le deuxième plus haut poste au sein de l'AA, et devenant le secrétaire d'État du ministre nazi Ribbentrop, il fait partie de ceux qui en 1938/39 s'efforcent d'arrêter le processus belliqueux, en vain. Il est maintenu à l'AA contre son gré: la mort précoce de son deuxième fils en Pologne fait que la période de la guerre se transforme pour lui en tragédie. Certes il a des contacts avec des hommes de la résistance, certes il assume la responsabilité pour tout ce à quoi l'AA est mêlé au cours de la guerre, en particulier la Shoah. Son influence, déjà réduite, à l'AA le devient encore plus à partir du moment où il prend ses fonctions d'ambassadeur près le Saint-Siège à partir de l'été 1943. À Rome il produit des lettres de protection au profit de Juifs italiens. Mais en parallèle il n'obtient aucune réussite dans une quelconque prise d'influence sur Pie XII. Et pour le moins, l'analyse conclut en indiquant qu'au total Weizsäcker n'a pas de vraie compréhension de ce dont il devient le complice.

Pour cela, comme le rappelle une contribution portant sur »von Weizsäcker aux yeux des Américains«, il devient rapidement la figure de proue d'un procès somme toute hétéroclite, celui de la bureaucratie nazie qui a aidé à l'organisation des pires crimes, qui est entré dans l'histoire sous le nom de »procès de la Wilhelmstrasse«. Pour l'accusation, il importe de souligner par son cas l'implication des élites traditionnelles. En face von Weizsäcker veut mettre en avant le moindre mal, la tentative d'apaiser les choses, et ses efforts en 1938/39 pour que l'Angleterre soit plus forte que l'Allemagne. L'accusation n'est certes pas convaincue par une quelconque résistance de la part de von Weizsäcker et consorts, qui lui apparaît pour ce qu'elle est, à savoir une construction a posteriori. C'est grâce à l'aide d'un ancien magistrat juif allemand, désormais américain, Robert W. Kempner, que certes von Weizsäcker est condamné, mais seulement à une peine réduite, puis gracié dès 1950.

Comme le rappelle en final Eckart Conze, lui-même l'un des auteurs de »Das Amt«, c'est de ce procès que date la vérité établie jusqu'à ce rapport: l'AA en lui-même est innocent, voire résistant; si des membres de l'AA sont fautifs, il ne s'agit que de ceux qui l'ont rejoint après 1933, et en particulier après 1938, lorsque Ribbentrop en prend la tête, s'adjoignant les personnes qui avaient composé son service parallèle des affaires étrangères, la »Dienststelle Ribbentrop«, et des hommes de l'Organisation étrangère du NSDAP (NSDAP-AO). Une élite qui s'érige en bastion de l'Allemagne traditionnelle contre les nazis, et contre les diplomates trop marqués à gauche (mise à l'écart des mémoires et commémorations des personnes proches du groupe formé par Harro Schulze-Boysen et Arvid Harnack, l'»Orchestre rouge«). C'est cette logique qui

13 À propos des relations entre l'Allemagne nazie et les Arabes, voir Francis R. NICOSIA, *Nazi Germany and the Arab World*, New York 2014.

explique que les diplomates de la carrière reprennent sans réel problème leur parcours après 1945, en particulier après 1951, avec le rétablissement d'un AA désormais au service de la RFA; sont en effet réintégrés la plupart, sauf ceux dont le parcours aurait été par trop nazi. Pour Conze, qui le cloue au pilori, Melchers incarne à son tour cette opération de blanchiment, qui n'est qu'à l'image d'une propension générale en RFA à l'auto-exculpation; lui qui explicitement écarte Kolbe, qui avait voulu réintégrer son ancienne administration. Pour Conze enfin, c'est seulement le rapport qu'il co-dirige qui oblige l'AA à reconnaître, tardivement, sa propre complicité.

Le Chancelier Konrad Adenauer est celui qui préside à cette reprise, après 1945, plus particulièrement après 1949 et la création de la RFA. Méfiant à l'égard d'élites par trop compromises à son goût, il se laisse toutefois convaincre de les reprendre au profit de la nouvelle Allemagne qu'il veut créer. Restauration pour les uns<sup>14</sup>, cette continuité est en fait une contribution de ces mêmes personnes à l'édification d'une nouvelle démocratie sur le sol allemand. La création du nouvel AA et sa politique de recrutement sont finement analysées par Thomas M. Maulucci. Historien américain, il a lui aussi participé aux travaux de la commission. Ses compétences à ce sujet étaient certaines: sa thèse de doctorat, rédigée au milieu des années 1990, portait sur la thématique. Elle était restée inédite. La publication de «Das Amt» et le débat qui l'entoure l'ont conduit à la reprendre, en actualisant ses sources et sa bibliographie. Un effort qu'il importe d'embrée de saluer. L'effort est d'autant plus louable que Maulucci apporte ici des nuances relativement à «Das Amt», et incarne donc la possibilité de tirer les leçons du rapport et de la discussion qui l'entoure.

Dans son ouvrage, Maulucci analyse une jeune RFA en quête d'une politique étrangère, avec des diplomates qui retrouvent leur place. Il s'agit pour elle d'un quadruple défi: apprendre du passé, rechercher une place au soleil, renoncer à la politique de force, aller dans le sens de la coopération internationale. Si d'une part il y a une restauration, c'est surtout d'une adaptation aux nouvelles circonstances qu'il s'agit. Pour ce faire, Maulucci revient d'abord sur la période précédant la République fédérale. Il décrit l'AA du Reich, de 1871 à 1945, entre conservatisme et réformes, entre tradition et modernité, entre souci de l'ancienne politique de puissance et acceptation du nouvel ordre international (SDN): une période qui s'achève d'une part par la victoire de la ligne traditionnelle et d'autre part par un alignement de l'AA sur la politique extérieure nazie, même s'il perd son monopole du fait de la mise en place de structures parallèles. Sa perte d'influence s'accompagne d'un soutien à la politique extérieure et intérieure, sans réaction notable contre l'antisémitisme officiel. Nombreux sont les diplomates à adhérer au NSDAP, pour des raisons diverses. Enregistrant un accroissement massif de ses effectifs, avec l'intégration de personnes non-diplomates fortement marquées par le nazisme, connaissant une nouvelle structuration, avec la création de départements inédits (Abteilung Deutschland), ce n'est qu'à partir de 1943 qu'il commence à prendre ses distances. Dans le même temps, il ne peut que constater que son influence sur le cours des choses est considérablement réduite: la guerre totale réduit singulièrement la marge de manœuvre des diplomates, avec un réseau d'ambassades désormais réduit à la portion congrue. Il n'en reste pas moins qu'à l'image de toute l'administration du Troisième Reich ses agents sont impliqués dans la mise en place de la «Solution finale» dans toute l'Europe, avec connaissance de nombre de ses aspects. En cela Maulucci reprend les conclusions de «Das Amt» et pointe du doigt la fausseté des allégations de l'après-guerre. L'AA n'a été qu'un foyer de résistance dans un nombre de cas très limités (environ seulement 10% de l'ensemble des 500 hauts-fonctionnaires d'avant 1938). Dans l'ensemble il faut parler d'accommodement, avec peu de ruptures volontaires de carrières pour dénoncer ce qui se passe alors.

La reprise après 1945 n'est pas simple. Il faut gérer les affaires courantes (assurer le commerce extérieur de l'Allemagne et la protection des Allemands établis à l'étranger), et composer avec

14 Norbert FREI, *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, Munich 1996.

les mésententes entre alliés sur la reconstitution progressive d'un office pour les affaires extérieures de l'Allemagne. La progressivité du processus s'applique d'abord aux aspects économiques, puis politiques, avec des réflexions précoces sur les personnes à employer. Les Alliés – occidentaux – étant considérés comme trop indécis et lents, Adenauer décide de prendre le taureau par les cornes, en mettant en place un service des affaires étrangères rattaché à sa Chancellerie: une base petite, destinée à se transformer à terme en une organisation plus large. Herbert Blankenhorn, proche conseiller du Chancelier, joue un rôle important dans cette évolution, intégrant dans ses réflexions et dans les débuts d'anciens membres de l'AA, dont lui-même.

De fait, cette période est celle du «retour des diplomates allemands». Procédant à une réadaptation, voire à un recyclage, les anciens diplomates font preuve d'une solidarité très forte au moment de la dénazification, lorsqu'il s'agit de prouver qu'on n'a pas été nazi ou proche des nazis, ou qu'on a été proche de la résistance: des listes sont établies, comme des certificats à décharge, pour se disculper. En règle générale, la clémence s'impose: ce n'est pas seulement un trait tiré sur le passé, c'est aussi le souci d'attacher ces personnes au nouveau régime qui se met en place. Un filtre existe toutefois: les plus compromis se lancent dans des carrières privées, les autres dans des carrières publiques ou au sein d'organisations caritatives. C'est de cette période que date la création d'une histoire alternative de l'AA sous le Troisième Reich par leurs soins: Ribbentrop et consorts sont les responsables, eux non, avec même de leur part le souci de mettre en place une politique modérée, en tout cas d'exercer une influence modératrice sur la politique extérieure du Troisième Reich. Maulucci revient ainsi sur le rôle déjà mentionné de Melchers pour mettre en avant l'image d'un AA résistant; von Weizsäcker est résolument l'emblème de l'AA traditionnel qu'il s'agit d'extraire de la responsabilité, de la culpabilité. À ce titre, l'AA incarnation de l'ancienne Allemagne et de la constance des élites fait l'objet d'attaques émanant de la RDA et des partis politiques ouest-allemands: le SPD notamment s'offusque du retour aux affaires de personnes non dénuées de complaisance envers le nazisme et qui y parviennent sans être soumises à la sanction du nouveau système parlementaire. La réplique consiste à dire que si continuité il y a, ce sera sur l'AA de la République de Weimar, dans sa version démocratique qui a su rétablir par la diplomatie la grandeur de l'Allemagne.

Une période transitoire s'installe, celle d'une «politique extérieure sans ministère des Affaires étrangères» (1949–1951). Elle est notamment due aux objections françaises à toute remise sur pied d'un service compétent de politique étrangère. Le 7 juin 1950 néanmoins est mis en place un bureau («Dienststelle für auswärtige Angelegenheiten», avec Blankenhorn à sa tête), tandis que des relations consulaires sont progressivement rétablies, même si fortement contraintes (accord du Petersberg, 22 novembre 1949). Dans cette période d'inertie institutionnelle, Adenauer prend des initiatives (affaire de la Sarre) et aboutit à la petite révision du statut d'occupation, de mars 1951, notamment pour attacher les Allemands au camp occidental. Cette révision s'accompagne de la création d'un nouvel AA, qui reprend cette désignation traditionnelle. Au départ la nouvelle structure est réduite, et ne dispose pas de vrais moyens d'action. De nouveaux services sont progressivement créés pour correspondre aux nouvelles données internationales et pour répondre aux attentes démocratiques; un nouveau bâtiment est construit dans la nouvelle capitale, Bonn, intégré en 1955, année de la restauration de la pleine souveraineté pour la RFA. Des missions à l'étranger sont progressivement et difficilement rétablies. Et la RFA doit compenser la perte du champ d'action traditionnel de l'Allemagne, l'Europe de l'Est; comme se confronter au rejet par les États arabes de l'accord de réparation avec Israël, qui est l'un des premiers actes internationaux conclu par la nouvelle RFA. À l'interne, il faut attendre 1955 pour que soit fixé le monopole de l'AA dans les affaires extérieures, en tout cas l'obligation de passer par sa médiation.

À ces difficultés s'ajoutent une politique de recrutement particulièrement complexe et soumise au contrôle parlementaire comme médiatique. C'est là le cœur de l'analyse de Maulucci. Dès 1951 le journal «Frankfurter Rundschau» remet ainsi en cause la politique de recrutement

de l'AA. Une commission d'enquête du Bundestag est établie. On souligne alors le souci de faire du neuf ... avec des anciens, dans la mesure où il faut parer au plus pressé et avoir recours aux experts; avec du coup tolérance/aveuglement face au passé de personnes pas forcément vierges de reproches. Les chiffres de Maulucci sont éloquentes: le nouvel AA doit disposer de 600 agents: seulement 100 issus de l'ancien AA correspondent à des critères de «virginité», il faut donc en trouver 500 ... Si l'on s'entend sur la nécessité de ne pas envoyer à l'étranger d'anciens nazis, c'est souvent le cas par cas qui s'applique, en accord notamment avec les Américains, qui détiennent encore à ce moment les dossiers des anciens membres du NSDAP, et connaissent donc les détails de certains parcours ... à la différence des recruteurs de l'AA! Des pare-feu sont mis en place, même si le recours à plus de souplesse/de négligence s'impose pour parer aux nécessités du moment. À nouvelle Allemagne, nouvelle sociologie: le nouvel AA doit comprendre plus de catholiques, pour ne plus ressembler au cercle restreint d'aristocrates protestants qu'il avait été par le passé; mais le vœu reste pieux, en dépit du contrôle du catholique Adenauer. Des personnes inattaquables sont désignées aux postes les plus importants: New York, Paris, Londres. Si certaines désignations ressemblent à la mise à l'écart de rivaux politiques, d'autres répondent à des vrais impératifs locaux: dans le cas de Heinz Krekeler, nommé Consul général à New York, la nomination-récompense s'accompagne d'une question élogieuse du Chancelier: »Parlez-vous anglais, et que pensez-vous des Juifs?« (p. 157).

En dépit de ces efforts, les critiques à l'encontre de l'AA se poursuivent, avec pour certains même accusation de crimes contre l'humanité et mise en doute des faits de résistance allégués par certains: la réaction de l'AA est un réflexe d'auto-défense, et une enquête interne au gouvernement dédouane les diplomates. Si des mesures sont préconisées, seulement 4 diplomates sont obligés de quitter le service; si l'on écarte des ressources humaines des anciens nazis, l'AA de la RFA demeure marqué par la présence massive d'anciens de la Wilhelmstrasse, bien plus que dans beaucoup d'autres ministères. Des personnes sont recrutées qui ont été dans la SS ou le SD; tandis que des membres de l'AA qui avaient été très proches de la résistance ou en contact avec des services étrangers (Fritz Kolbe) ne sont pas réintégré. En tant que tel, l'AA des premières années ressemble à la caricature qu'en dépeint »Das Amt«.

Jusqu'en 1955 la mise en place et la conduite au jour le jour du nouvel AA sont placées sous la férule de trois personnalités fortes: Konrad Adenauer (Chancelier et ministre des Affaires étrangères), Walter Hallstein (secrétaire d'État à l'AA, un juriste qui n'a pas été membre de l'ancien AA) et Herbert Blankenhorn (ancien diplomate, très proche d'Adenauer). Ces trois personnes concentrent les pouvoirs, et marquent les premiers pas de la nouvelle politique étrangère ouest-allemande. Elles s'impliquent directement dans les principales négociations fondatrices, et sont en constant déplacement. Le résultat en est une certaine inefficacité, et une coupure entre le triumvirat et le ministère. Il faut attendre la fin des années 1950 pour assister à une augmentation des effectifs en haut de l'échelle, et 1963 pour la mise en place d'un comité de prévision en tant que tel. 1955 est l'année de l'accession à la souveraineté; Adenauer, qui a assuré l'assise et multiplie les absences pour cause de maladie, cède alors le poste des Affaires étrangères au chrétien démocrate Heinrich von Brentano: l'entrée dans une nouvelle ère est aussi marquée par des changements à la tête des missions les plus importantes.

Maulucci aurait pu revenir sur certaines considérations qui font la diplomatie, surtout dans la situation exceptionnelle de l'après-Shoah. Ce sont par exemple les indications sur la conduite à tenir en cas de rencontres entre diplomates ouest-allemands et leurs homologues israéliens (des rencontres en terrain neutre, les deux pays n'entretenant pas de relations diplomatiques avant 1965). Il aurait pu aussi insister encore sur l'interventionnisme d'Adenauer en matière de conduite des affaires. Par exemple dans le cadre des négociations germano-israéliennes sur les réparations, en mai 1952: Adenauer sauve les pourparlers en imposant son point de vue aux négociateurs et diplomates ouest-allemands, un moment tentés de les rompre au nom du refus d'un engagement financier trop grand. Et dans sa rupture avec l'utilisation de la continuité

comme argument à charge contre l'AA, Maulucci aurait pu apporter des nuances: il est par exemple regrettable que la persistance d'un éventuel antisémitisme des diplomates, qui sont par ailleurs clairement opposés à une reconnaissance d'Israël pour des raisons politiques et économiques, ne fasse l'objet que d'une simple mention en note de bas de page.

L'AA décrit par Thomas W. Maulucci ressemble donc de près à ce qu'avait décrit «Das Amt». L'historien américain prend toutefois ses distances avec le rapport de la commission dans la mesure où il procède à une contextualisation. Certes les membres du nouvel AA illustrent une vraie continuité. Dans le même temps, ils font preuve d'un vrai consensus quant à la politique extérieure voulue et menée par Adenauer, avec notamment le rattachement au camp atlantique. Par ailleurs, et somme toute, l'influence des diplomates de l'ancien AA est restreinte: la politique étrangère tarde à être institutionnalisée, elle doit composer avec des administrations rivales, les diplomates eux-mêmes ne se sentant guère considérés. Si l'esprit de corps ne tarde pas à renaître, cela s'effectue dans un sens qui est adapté aux nouvelles circonstances. Étonnamment, ce sont les diplomates qui souhaitent que le SPD soit plus impliqué en matière de politique étrangère, ce que refuse Adenauer. Lui qui n'a guère appuyé l'AA placé sous le feu des critiques en 1951/52, il se méfie des vétérans: regroupés dans la «Direction géographique» (Länderabteilung, Abteilung III), tenants d'une politique qui s'en tient aux relations bilatérales, c'est la «Direction politique» (Politische Abteilung, Abteilung II) qui a ses faveurs, plus à même de mener la politique multilatérale qui est désormais à l'ordre du jour. Si le personnel demeure, les anciennes idées sont écartées. On assiste ainsi à la mise à l'écart des anciens et toujours actifs promoteurs d'une Allemagne neutralisée; ce qui ne les empêche pas de souhaiter rester actifs, quand des options ne leur plaisent pas (Werner Otto von Hentig et son opposition à la «Wiedergutmachung», lui qui devient à partir de 1954 conseiller du roi Saoud). Et si les anciennes idées doivent être reprises, la référence est désormais la diplomatie de Weimar, avec rupture par rapport à la diplomatie du Troisième Reich. Les maîtres-mots sont les suivants: foi en une politique économique libérale; en une unité allemande à restaurer au plus vite, à l'image de ce que pense alors la majorité des Allemands de l'Ouest; en la supériorité des Européens et de la culture européenne. C'est ce nouvel AA qui mène et acte les nouvelles formes de la politique étrangère: dimensions européennes, avec de nouveaux partenaires, refus d'une balance entre Est et Ouest, de la neutralité, refus d'une soumission à l'URSS, foi en une Europe comme troisième force. Une expression du Chancelier fédéral résume le propos de Maulucci, qui la fait sienne: «la tradition et l'expertise étaient nécessaires, tout comme l'était un nouveau départ» (p. 205).

C'est aussi cette idée qui guide la réflexion d'une autre ancienne membre de la commission, dont le travail complète très utilement le dossier, dans son état actuel. Reprenant en titre l'expression d'un diplomate du nouvel AA, «Nous devons tous quelque peu nous reconvertir» («Wir müssen alle etwas umlernen»), Andrea Wiegeshoff se penche sur l'internationalisation des Affaires étrangères de la RFA, de 1945/51 à 1969. Son but est de constater la contribution des diplomates à une nouvelle démocratie en Allemagne, eux qui ont été pour beaucoup dans l'ancien AA. Cette étude d'un groupe représentatif veut revenir sur les problèmes de continuité, avec en l'occurrence le souci d'Adenauer de mettre en place des administrations éprouvées et rapidement efficaces. On retrouve ici certains développements décrits par Maulucci, avec un AA et des diplomates sous contrôle, au Bundestag et à l'étranger, avec souvent des discussions quand est révélé un passé douloureux, ou quand ce passé peut peser dans une nomination (en 1965, désignation du premier ambassadeur de RFA en Israël Rolf Pauls, lui qui a combattu sur le front de l'Est comme officier de la Wehrmacht, mais y a laissé un bras). Les diplomates en question sont imposés ou peuvent s'imposer du fait des preuves qu'ils ont apportées après 1945 quant à leur dévouement à la démocratie. Pour eux il y a une véritable nécessité de s'adapter, après l'expérience traumatique de 1945, et surtout sur la base d'une conviction idéologique très nationaliste et réactionnaire du temps de Weimar, puis souvent national-socialiste sous le Troisième Reich.

À travers son étude, c'est une histoire de la diplomatie ouest-allemande dans la période que Wiegeshoff écrit. C'est l'adaptation à l'orientation atlantique donnée par Adenauer, au multilatéralisme des nouvelles relations internationales après 1945; le refus d'une neutralité allemande, d'une Allemagne comme pont entre l'Est et l'Ouest. Les options occidentales sont réelles; elles ont toutefois pour motivation l'anticommunisme. Et elles sont soutenues à leur tour par les partenaires occidentaux de la jeune RFA. La contribution des diplomates de l'ancien AA s'illustre par l'adoption du concept multilatéral: c'est d'autant plus le cas que par le passé nombre d'entre eux ont déjà développé des idées d'organisations multilatérales ... dans le cadre de l'Europe nazie. La diplomatie économique et culturelle devient le moyen de surmonter l'isolement de la RFA après 1945. Pour eux, agir de façon multilatérale, notamment dans le domaine économique, c'est mieux faire face au bloc communiste. L'idée d'une politique de grand ensemble européen est un facteur de mobilisation, cette fois dans des conditions démocratiques.

Le changement concerne le fond, mais aussi le style. Dans l'exercice de cette diplomatie, il y a désormais nécessité de faire avec le passé nazi, et avec la division de l'Allemagne. Cela se traduit par une «attitude en retrait» (p. 115), par la foi en l'ouverture et en la coopération. Le principal objectif est alors de raviver la confiance en l'Allemagne, une affaire délicate, comme le marquent les dégâts de la crise antisémite de 1959/60<sup>15</sup>. La double hypothèque liée au passé nazi et à la division de l'Allemagne est particulièrement pesante dans le cas des relations à Israël. C'est ce qui explique que dans l'exercice de la diplomatie, les anciens membres de l'AA modernisent leur approche: le nouvel AA n'hésite pas à recourir aux services d'agences de relations publiques, dans le but d'améliorer l'image de l'Allemagne de l'Ouest<sup>16</sup>. Tandis que désormais on note une préférence de plus en plus affirmée pour le multilatéralisme dans les négociations.

La modernisation est progressive: les diplomates de l'ancienne école demeurent attachés au légalisme juridique, et ils tiennent à maintenir leurs prérogatives et leur expertise face à un recrutement important de personnes venues de l'extérieur, sans formation diplomatique classique. Le cumul des aspirations des anciens et des modernes suscite l'idée d'une formation homogénéisante: progressivement est installée l'école des hauts diplomates de Spire, dont les fondamentaux veulent rendre compatibles respect des traditions et dépassement du stade purement national dans l'exercice de la politique étrangère, même si la nation allemande et sa réunification sont à la base de la pensée de beaucoup de diplomates du nouvel AA. La «doctrine Hallstein»<sup>17</sup>, défendue par beaucoup, illustre l'attachement à l'unité allemande; elle est toutefois rapidement critiquée à l'interne, parce qu'intenable et hypocrite après la reconnaissance de l'URSS (1955). Georg-Ferdinand Duckwitz, mais aussi Blankenhorn, la remettent en cause, notamment du fait de son influence néfaste dans la relation compliquée à Israël<sup>18</sup>: pour eux, l'objectif d'une Allemagne unie peut être réalisé en délaissant une doctrine rigide; des missions

15 L'image de la RFA est mise à mal au tournant des années 1959/60, lorsque se multiplie l'apposition de graffitis antisémites sur tout son territoire. Dans cette affaire, Adenauer et ses diplomates sont aidés par la petite communauté juive ouest-allemande, en particulier par son responsable Hendryk van Dam et le journaliste Karl Marx, voir Andrea SINN, *Jüdische Politik und Presse in der frühen Bundesrepublik*, Göttingen 2014.

16 On note notamment le recours aux services de Julius Klein, ancien général juif de l'armée américaine, reconverti dans les relations publiques.

17 Doctrine de politique étrangère édictée en septembre 1955, qui promeut la rupture des relations diplomatiques avec tout pays qui aura reconnu la RDA.

18 La «doctrine» est avancée pour expliquer que des relations diplomatiques ne peuvent être établies avec Israël: si la RFA reconnaît Israël, les États arabes reconnaîtront la RDA, et Bonn devra donc rompre avec eux. Ce discours est tenu de 1956 à 1965.

commerciales dans les pays d'Europe de l'Est pouvant miner les positions est-allemandes, et permettre de sortir des blocages de la doctrine Hallstein.

Il faut toutefois attendre le remplacement de Brentano et l'arrivée de Gerhard Schröder (CDU) au poste de ministre des Affaires étrangères, en 1961, pour que l'on adopte à l'AA une politique plus flexible à l'égard des pays de l'Est, afin de rendre plus simple la réunification d'abord, puis dans le cadre plus général de la détente. Le réalisme s'impose, et est repris par les diplomates: il faut s'adapter au nouveau système international et intégrer la politique extérieure ouest-allemande dans la dimension européenne qui se dessine alors. L'Europe commune (à partir de 1951, et surtout de 1957) apparaît comme une protection contre le communisme. Et la RFA souhaite y jouer un rôle à part entière, même si certains partenaires occidentaux sont soucieux de la contenir, au nom du passé. L'endigement du communisme pensé dans la construction européenne est en continuité par rapport à la politique extérieure allemande des décennies précédentes. Il s'inscrit dans l'idéologie occidentale de cette période et passe également par un autre aspect moderne de la politique extérieure ouest-allemande: l'aide au développement, à partir du début des années 1960, dont l'un des aspects souhaite éviter l'extension du communisme suite aux décolonisations. Certes d'anciens clichés sont présents à l'esprit des diplomates de la vieille école (complexe de supériorité, voire racisme), mais en même temps là aussi ils font preuve de réalisme et réalisent la nécessité d'une vraie coopération pour assurer la stabilité de ces régions. La coopération passe par un chantage (coopération contre refus de la reconnaissance de la RDA); elle est aussi rapidement pensée comme devant faire l'objet d'efforts communs de la part de l'Ouest. En cela, la RFA tire profit de l'histoire coloniale allemande très brève; en même temps les diplomates sont gênés du fait d'amitiés douteuses en lien avec le passé nazi, comme du supposé rôle d'Hitler dans la décolonisation.

L'adaptation du nouvel AA se fait également en lien avec les évolutions internes à la RFA. Hommes de leur temps, les diplomates, anciens comme nouveaux, s'approprient les évolutions sociétales ouest-allemandes, avec encouragement à l'extension de l'esprit démocratique; même si leur attachement à leur pré carré les pousse à la méfiance face aux hommes politiques et au parlementarisme lorsqu'ils veulent avoir de l'influence en politique extérieure. Méfiants envers l'américanisation de la société ouest-allemande, ces bons connaisseurs du monde occidental rejettent d'abord l'imitation du modèle anglo-saxon. Ils suivent toutefois l'ancrage définitif à l'Ouest de la société ouest-allemande; et au bout du compte ils sont les fers de lance de la défense des USA à l'encontre de la critique anti-américaine dans les années 1960. Rolf Pauls, premier ambassadeur de RFA en Israël et plus tard ambassadeur à Washington, ne va-t-il pas jusqu'à dire que l'anti-américanisme de 1968 n'est qu'une nouvelle forme d'antisémitisme? Au bout du compte, ceux que »Das Amt« a voulu dénoncer pour leur attachement au passé, deviennent les tenants du nouvel ordre établi, auquel ils ont contribué: à la fin des années 1960, ils ont le souci d'un lien entre l'ouverture internationale et la société ouest-allemande, afin de conforter la démocratie en RFA. Les réalisations internationales, bilatérales (accord de réparation RFA-Israël, ou »Wiedergutmachungsabkommen«) ou multilatérales (construction européenne), deviennent pour eux des repères, des facteurs de politique étrangère devant avoir une influence sur la politique intérieure ouest-allemande. Les diplomates ouest-allemands sont alors devenus de vrais internationaux.

Par leurs études précises, détaillées et convaincantes, Maulucci et Wiegeshoff dépassent les généralisations comprises dans »Das Amt«. Complémentaires de ce rapport, ils attestent certes de la poursuite de traditions et d'une vraie continuité personnelle; mais ces travaux montrent résolument que les anciens diplomates ont une véritable capacité d'apprendre et de s'appropriier les nouvelles données. Si l'on doit donc confirmer une continuité des personnes, celle-ci n'est en aucun cas synonyme de continuité des idées. De fait, au-delà du fantasme d'un AA noyauté par des anciens nazis, le bilan doit être largement nuancé: la contribution des diplomates de la carrière à la construction de la démocratie en terre (ouest-)allemande est réelle. Les

diplomates, s'ils ne sont pas toujours à l'initiative d'avancées très symboliques lancées par des politiques, ont suivi: l'accord de réparations germano-israélien est un vrai engagement qu'ils soutiennent, et qui n'est certes pas un service minimum.

### En guise de conclusion

Les diverses études qui viennent d'être relatées, concentrées sur le cas du ministère ouest-allemand puis allemand des Affaires étrangères, sont symptomatiques de la vivacité des débats sur l'histoire et la mémoire du national-socialisme. Entre «révélations» tonitruantes et approche universitaire plus sereine, la discussion demeure. L'AA n'est que l'une des administrations dont l'histoire sous le Troisième Reich puis dans l'après-guerre est confiée à des commissions d'historiens: la Police criminelle (Bundeskriminalamt, BKA) et le Service ouest-allemand des Renseignements (Bundesnachrichtendienst, BND) ont fait ou font l'objet de telles enquêtes, tout aussi porteuses, en tout cas potentiellement, de dévoilements gênants: entre continuités de personnes et continuités de méthodes, dans un décalage apparent avec la mise de ces officines au service de la nouvelle démocratie ouest-allemande. L'heure est décidément à la transparence, avec le risque de devoir supporter des débordements.

Dernier en date, le ministère de la Justice doit aussi se livrer à cette opération de transparence. Elle est d'ailleurs d'ores et déjà au programme, avec la sortie en novembre 2014 en Allemagne, en mai 2015 en France, du film «Labyrinth des Schweigens». Si le titre allemand parle de «Labyrinth du silence», le titre adopté pour la version anglaise est plus dénonciateur: «Labyrinth des mensonges». Ce film de fiction, qui a reçu le prix du Festival du film d'histoire de Pessac, reprend l'élaboration du grand procès de Francfort, en 1964/65, portant devant la justice d'anciens SS ayant été en poste à Auschwitz. Du point de vue de la justice, ce procès a eu de maigres résultats. Du point de vue de la conscience, et des consciences ouest-allemandes, il signifie toutefois un immense aboutissement. En cela, ce qui est l'œuvre du procureur général de Hesse Fritz Bauer entraîne la fin de la période de restauration en son temps pointée du doigt par Norbert Frei. Bauer est ainsi devenu une icône, sujet d'enquêtes historiques, d'expositions et de fictions<sup>19</sup>.

19 Fritz Bauer, très actif pour la mise en accusation d'Adolf Eichmann à Jérusalem, est le maître d'œuvre de ce procès. Au centre d'une exposition récente au musée juif de Francfort, voir Fritz BACKHAUS, Monika BOLL, Raphaël GROSS (dir.), *Fritz Bauer – Der Staatsanwalt*, Francfort-sur-le-Main 2014. Bauer a fait ces dernières années l'objet de deux biographies, Irmtrud WOJAK, *Fritz Bauer – Eine Biographie*, Munich 2009; Ronen STEINKE, *Fritz Bauer, oder Auschwitz vor Gericht*, Munich 2013. Un film de fiction qui lui est consacré est en cours de tournage.